

Le totalitarisme chinois contre le monde paysan : l'exemple du Grand Bond en avant (1958-1964) avec l'établissement des communes populaires

Dominique GAURIER
Université de Nantes
Laboratoire C.D.M.O - EA 1165
dominique.gaurier@univ-nantes.fr

Résumé

Les institutions de la Chine communiste ont d'abord largement copié celles de l'Union soviétique avant de s'en détacher pour trouver une voie de développement proprement chinoise. Parti d'une politique de coopérativisation agricole, un moment ralentie, en 1958 Mao Zedong entreprit le Grand Bond en avant, en se fondant sur une assimilation de plus en plus forte du monde agricole sur le modèle de l'industrialisation. La paysannerie chinoise fut la première victime de cette politique, parce que toute initiative lui était dès lors refusée et que le monde paysan était embrigadé au sein de très grosses unités agricoles regroupant 5000 personnes, appelées communes populaires.

Cette politique devait assez rapidement être contestée par certains cadres, mais Mao s'obstina. Les statistiques qui lui étaient présentées étaient largement falsifiées, jusqu'au jour où il fallut se rendre à l'évidence : cette politique se révélait être un échec total sur tous les plans.

Le prestige qu'avait pu gagner le parti fut perdu et le Grand Bond en avant de 1958, qui devait prendre fin en 1961, s'acheva sur un bilan terrible : près de 60 millions de morts de faim, avec des réapparitions de scènes d'anthropophagie dans les campagnes et un déficit net de la population.

Furieux, Mao n'allait cependant pas tarder à revenir au premier plan de la politique en 1964 et, dans le cadre de la Révolution culturelle, tirer vengeance en éliminant ceux qui s'étaient alors opposés à lui, dont notamment le président de la République populaire de Chine, Liu Shaoqi.

Abstract

The institutions of the People's Republic of China first largely duplicated those of the Soviet Union until they moved away from their source of inspiration in an attempt to explore a specifically Chinese development path. Stemming from a policy of cooperativization in agriculture which slowed down for a while, the Great Leap Forward was set up in 1958 by Mao Zedong who decidedly fashioned the farming sector on the industrialization model. Chinese peasants were the first victims of that process because they were denied all initiatives in farming from then on. Besides, they were caught up within huge farming units bringing together up to 5,000 people, called the people's communes.

The policy was soon enough contested by some members of the Chinese Communist Party, but Mao was adamant and took no heed of their criticism. The statistics he was given were

largely tampered with, yet one day he had to face the fact that his policy was a complete failure at all levels.

What prestige the Party may have gained was definitely lost and the Great Leap Forward, which ended in 1961, turned out to be a total disaster, as nearly 60 million people died of starvation which drove some to dreadful extremities such as cannibalism in rural areas, where the population declined noticeably.

An angered Mao soon returned to the forefront of the political arena in 1964, and in the context of the Cultural Revolution he managed to take his revenge in eliminating his former opponents, among whom was the president of the People's Republic of China, Liu Shaoqi.

Mots-clés : Grand Bond en avant, collectivisation paysanne, famine

Keywords: Great Leap Forward, farming collectivisation, famine

Introduction

Énoncer dès le titre que le totalitarisme chinois s'est largement établi dans le cadre d'une féroce lutte contre le monde paysan n'est qu'une banalité. De fait, l'ensemble des régimes communistes installés d'abord en URSS à partir de 1930, mais aussi les projets mêmes de Lénine, ont envisagé la collectivisation de l'agriculture directement contre un monde paysan jugé *a priori* conservateur et rétrograde. Ce monde avait d'ailleurs dans les premiers temps de la révolution bolchévique accompagné la révolution, pensant que celle-ci allait procéder à un partage des terres au profit des paysans. Cela a certes en partie été fait au tout début, mais très vite, les fortes incitations à regrouper le monde paysan en coopératives de production, notamment liées aux exigences de l'approvisionnement des villes durant la période du « communisme de guerre », sous la conduite du Parti bolchévique conçu dès 1902¹ comme une forme d'avant-garde professionnalisée et organisée d'un prolétariat très largement conçu de façon mythique, ont dirigé la paysannerie vers une collectivisation forcée. Si, à un moment, juste après cette période, du vivant de Lénine, on contribua à rétablir une économie moins étatisée avec la fameuse N.E.P. (Nouvelle économie politique), cela ne dura qu'un temps assez court mais permit néanmoins aux petites exploitations paysannes d'assurer à nouveau une production agricole satisfaisante.

La mort de Lénine en 1929 allait cependant permettre à Staline de mettre en œuvre le projet de collectivisation envisagé déjà par Lénine. Le but essentiel du parti était d'industrialiser le pays, très peu industrialisé à la chute du tsarisme en 1917. Cette industrialisation était conçue comme devant assurer sur le capitalisme la victoire de l'économie socialisée. Cette dernière devait dès lors affecter l'agriculture et permettre son passage sur la voie du socialisme, le prolétariat ouvrier servant de modèle au prolétariat paysan. Ainsi, les petites exploitations privées devaient être transformées en grande production collective, les *kolkhozes*. Mais, pour y parvenir, Lénine pensait qu'il fallait convaincre la paysannerie par la parole et l'exemple, la classe ouvrière l'aidant par la fourniture de matériel, tracteurs et autres machines agricoles, à se dégager de sa misère traditionnelle et surtout, de la seule production de subsistance.

¹ Voir la brochure de Lénine *Que faire ?*, V. I. LENINE (Valdimir Illitch), *Oeuvres choisies*, Éditions du Porgères, Moscou 1971, vol. I, p. 111-260.

Avec Staline, qui consacra la fin de la N.E.P., la marche forcée vers la collectivisation des terres prit une ampleur telle qu'elle élimina toute propriété agricole privée, mettant le paysan sur un même plan que l'ouvrier des usines. Ce fut effectivement une marche forcée avec, chaque jour, la désignation de nouveaux ennemis à abattre, appelés les « koulaks », non pas de grands propriétaires, mais en regroupant simplement ceux qui résistaient et qui, dès lors, étaient envoyés avec leurs familles dans des camps de travail. C'est ainsi que cette politique ruina totalement la meilleure province productrice de blé qu'était l'Ukraine, provoquant même une énorme famine qui fit plus de 30 millions de morts, dont le souvenir hante encore le pays, avec ce qui y est nommé l'*Holodomor*. Jamais l'agriculture soviétique ne se remit de cette politique désastreuse et finalement très hostile au monde paysan jugé particulièrement réfractaire et hostile.

L'ensemble des pays de l'Europe de l'Est soumis à des régimes communistes connut cette même politique de collectivisation des terres avec un même mépris pour la population rurale et une méconnaissance complète des mentalités rurales que l'on ne visait qu'à domestiquer et prolétarianiser. La conséquence directe en fut de ruiner aussi la production agricole dès lors que le paysan n'était plus intéressé au travail qui lui était enjoint. Jamais aucune collectivisation ne réussit vraiment à satisfaire la demande vivrière intérieure de l'ensemble de ces pays.

La République Populaire de Chine ne devait pas échapper à de tels errements. Cette politique de collectivisation des terres commença avec le projet lancé par Mao Zedong entre 1958 et 1960 d'une politique économique qui fut appelée le Grand Bond en avant, ou *dà yuè jìn*. Nous envisagerons d'abord la prétendue voie chinoise du socialisme qui sous-tend cette nouvelle politique. Puis, dans un second temps, nous examinerons la structure mise en place à cette occasion sur l'instigation de Mao, à savoir la commune populaire. Nous terminerons par le bilan de cette folle politique mise en œuvre par Mao.

1 - Le Grand Bond en avant

Dans un premier temps, les institutions de la Chine communiste ont copié très largement celles de l'URSS. C'est ainsi que, dès 1952, les exploitations paysannes individuelles issues de la réforme agraire amorcée dans les débuts de la période communiste, ont commencé à être regroupées sur le modèle kolkhozien soviétique (*hezuohua*). En 1955, 70 millions de foyers avaient déjà été collectivisés, 93 millions en février 1956, et 110 millions en juin 1956. Fin 1956, la totalité des foyers était « coopérativisée », mais dans des unités plus importantes, comptant 100 à 200 familles, suscitant assez peu de résistance dans l'ensemble face aux campagnes d'intimidation menées un peu partout. Dans le même temps, la Chine, entre 1955 et 1957, se lançait dans un gros effort de l'industrialisation lourde, acier, charbon, pétrole, électricité... S'orientant quasi-exclusivement sur ce développement industriel, la Chine procédait de la même façon que l'URSS, c'est-à-dire en secondarisant la paysannerie à laquelle on demandait de changer ses habitudes et de nourrir les villes. Cette étape fut appelée « Premier Grand bond en avant ».

Ce malaise paysan incita certains membres de la direction communiste à accorder un peu plus d'indépendance au monde paysan en autorisant notamment l'existence d'un marché libre. Il

faut dire que l'incompétence des cadres communistes en matière d'agriculture était flagrante. Une campagne fut d'ailleurs lancée en 1957, appelée « campagne des cent fleurs », « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent² ! », qui déboucha sur une véritable mise en accusation du régime communiste, ce qui n'était pas supportable. Fut alors menée l'une des premières épurations du parti visant les ennemis de l'intérieur, appelés « droitiers ». La politique se révélait être un échec total, d'autant qu'en 1956, un climat défavorable et une très mauvaise gestion entraîna la perte de 10 % de la production qui pourrissait dans les greniers. L'élevage avait également régressé. Par ailleurs, la libéralisation des campagnes avec l'acceptation d'un marché libre conduisit les paysans à ne plus s'occuper que de leurs parcelles privées, délaissant le secteur collectivisé. Mao réagit vivement contre cet affaiblissement, et ne voulait surtout pas entendre aucune des critiques adressées lors de la première phase de collectivisation.

D'un autre côté, le modèle soviétique avait perdu de son intérêt surtout depuis la mort de Staline, et le congrès du PC de l'URSS dénonça (modérément et uniquement pour ce qui concerne les membres persécutés du PC de l'Union soviétique) les excès du culte de la personnalité de Staline. Mao entendait alors développer une voie proprement chinoise du socialisme et se lança dans une campagne de propagande effrénée contre la déstalinisation et la décollectivisation en proposant un modèle totalement utopique de développement économique appelé « Grand Bond en avant » à partir de 1958, dont les conséquences furent finalement absolument désastreuses pour le pays et son économie. Mao souhaitait définir les grandes lignes du second plan quinquennal (1958-1962) en accélérant considérablement le développement économique et technique du pays dans l'espoir d'obtenir de meilleurs résultats que durant les premières années du régime. Il espérait atteindre cet objectif en se reposant sur une utilisation plus efficace des ressources locales pour développer simultanément l'industrie et l'agriculture, conduisant du même coup à une mobilisation et à l'endoctrinement des zones rurales.

Sur le plan industriel, on vit ainsi apparaître un peu partout au sein des campagnes chinoises des bas-fourneaux pour produire de l'acier à partir de tout métal trouvé sur place, à commencer souvent par les instruments aratoires et les vaisselles en métal devenues inutiles depuis la création des grandes cantines collectives des communes populaires. Inutile de dire que cette production était une catastrophe et qu'elle ne permettait aucun usage industriel d'un tel acier de très mauvaise qualité. À cela s'ajoutèrent la détérioration des usines et des infrastructures due à une mauvaise gestion et surtout une complète démoralisation de la population, dont de nombreux cadres du parti lui-même.

2 - Les communes populaires (*rénmín gōngshè*)

Le nom de « communes » a été donné à ces unités de production en reprenant le nom de la fameuse « commune de Paris » resté mythique pour les divers partis communistes. C'est en avril 1958 que fut créée la première commune populaire dans la province du Henan à

² Allusion à la période de l'histoire politique chinoise apparue à la fin de la période féodale chinoise et précédant la première unification de l'empire chinois sous la dynastie de Qin (221-203 av. J.-C.), époque durant laquelle se confrontèrent de multiples écoles de pensée.

Weixing. Au mois d'août de la même année, Mao en visite dans le Shandong constatait que les coopératives rurales n'étaient pas satisfaisantes et il résuma son opinion en une phrase devenue slogan : « La création de communes populaires sera meilleure ». Le 18 août, le *Quotidien du peuple* fit paraître un article sur les communes populaires et le 29, le Comité Central du Parti Communiste chinois adopta une résolution sur l'établissement des communes populaires dans les régions rurales, résolution appelée « résolution de Beidahe », nom du lieu de la réunion de ce Comité Central. Le 4 septembre, le *Quotidien du peuple* publia le règlement provisoire de la commune populaire de Weixing, qui devait servir de modèle à toutes les autres. Au mois de décembre, on en comptait 26578, regroupant en moyenne 5000 familles ou 22000 personnes. L'organisation était conçue comme une militarisation générale de la société paysanne, ne tenant aucun compte de l'épuisement des paysans affamés et toujours poussés à faire plus avec des plans mis en œuvre par des administrateurs provinciaux et locaux d'une rare servilité, d'autant plus que leur statut leur permettait de s'en sortir beaucoup mieux que le reste de la population en matière de rationnement. À cela, s'ajoutait la corruption très développée au sein de cette catégorie privilégiée.

Il ne fait aucun doute aujourd'hui que l'initiative de cette étape fut considérée par Mao lui-même comme supérieure aux coopératives. Si le mouvement de leur création a été si précipité, c'est sans nul doute parce qu'il y avait un besoin accru de main d'œuvre pour l'industrialisation et le Grand Bond en avant, mais aussi parce que commençaient à apparaître les signes de l'abandon soviétique. Il reste que le manque de directives précises, que n'apportait nullement la résolution de Beidahe plutôt vague et prudente, devait déjà provoquer bien des désordres et une grande confusion dans l'installation selon les régions et l'extrémisme des cadres locaux. Cela incita le PC chinois à adopter une nouvelle résolution le 10 décembre 1958, dite résolution de Wuhan, qui fixa des règles plus précises et tenta aussi de réfréner un peu l'enthousiasme des cadres, ce qui soulevait un grand mécontentement au sein du monde paysan face à cette course en avant précipitée. Personne n'osait soulever d'objection au projet de Mao considéré à l'égal d'un empereur.

La récolte de l'année 1958 fut bonne et confirma Mao dans son intention de finaliser l'installation des communes populaires dans l'ensemble de la Chine paysanne. Mais les années 1959, 1960 et 1961 furent des années catastrophiques sur le plan agricole, du fait de mauvaises conditions climatiques doublées de perturbations liées à cette collectivisation absurde, faite sur une bien trop grande échelle. Dès juillet 1959, Peng Dehuai, qui était ministre de la défense et membre du bureau politique du parti, créateur de l'armée populaire de libération, revenant de sa région d'origine, le Hunan, envisagea d'aller voir sur place la condition des paysans. Il se scandalisa des mensonges des cadres qui n'osaient pas s'opposer à Mao et rendaient des rapports totalement éloignés de toute vérité. Il exposa ainsi ses critiques dans une lettre ouverte et dans plusieurs interventions lors d'un comité de travail qui se réunit à Lushan en juillet 1959. Il y critiquait notamment ce qu'il qualifiait de « fanatisme petit-bourgeois » chez les promoteurs d'un tel projet de collectivisation, et visait donc ainsi directement Mao. Mao ne s'y trompa pas qui prit tout cela pour une attaque personnelle, et demanda aussitôt la démission de Peng Dehuai, accusé de faire le jeu de l'URSS. Il brandit la menace d'une rébellion de l'armée populaire et se dit prêt à repartir dans le maquis. Dès que le point de vue de Mao fut connu, l'ensemble des cadres se rallia à lui et entreprit de détruire l'ensemble des rapports faisant état de la triste situation des campagnes chinoises, les remplaçant par un soutien aveugle appuyant le point de vue de Mao. Peng Dehuai contraint de

faire son autocritique fut assigné à résidence et l'armée fit l'objet d'une violente purge au cours des mois qui suivirent.

La question était ainsi directement posée du rôle central que devait tenir Mao dans la politique chinoise, sans que personne n'osât vraiment la soulever directement, ni même indirectement par peur d'une élimination. En tout cas, cette purge provoqua bien au contraire une relance du Grand Bond en avant. Face à la mauvaise année de récolte de 1960, plus désastreuse encore que celle de l'année précédente, une conférence de travail du Comité central à Beidahe évoqua l'idée d'un « réajustement », mais en vain. Néanmoins, l'idée fit peu à peu son chemin et à l'automne 1960, Mao lui-même, sans doute convaincu par Zhou Enlai, décida enfin de faire face à cette situation malsaine tant dans les villes que dans les campagnes. En juin 1961, Mao fit son autocritique et reconnut que la conduite malhonnête d'un État communiste pouvait dégénérer en système d'exploitation, tout en réaffirmant sa conviction que la mobilisation des masses pouvait prévenir toute dégénérescence bureaucratique de la révolution, comme cela se produisit aussi en URSS.

Face à la catastrophe croissante, les demi-mesures ne suffisaient plus, car la survie même du pays était en cause et, dès l'hiver 1960, des coups de barre à droite vinrent rétablir progressivement la situation économique, d'abord en réduisant la taille des communes populaires, conçues au départ comme de véritables usines de production agricole au mépris des travailleurs paysans et de leurs conditions de travail. On restaura ainsi la pratique des lopins privés, Deng Xiaoping disant de son côté en 1962 : « Si elle augmente la production, l'agriculture privée est tolérable. Peu importe que le chat soit noir ou blanc pourvu qu'il attrape des souris », thème qui ressurgit sous son gouvernement après la fin de l'autre désastreuse révolution que fut la Révolution dite culturelle lancée de nouveau par Mao pour reprendre le pouvoir à partir de 1966.

La situation de l'approvisionnement des villes n'était pas bonne, mais celle des campagnes était encore pire : famines, actes de cannibalisme entre 1960 et 1962, tout cela pourtant sans vraie rébellion d'une population épuisée et, de toute façon, sévèrement contrôlée par l'armée qui était là pour écraser toute tentative de mouvement. En tout cas, ce n'est qu'en 1963 que la production agricole retrouva son niveau de 1957. Il fallut même parfois attendre 1968, comme au Henan et dans certains districts, où la production descendit sous son niveau de 1949. Des dommages irréparables furent causés aux terres, comme la salinisation avec une irrigation mal contrôlée et exagérée, mais aussi l'épuisement de certains terroirs. Cet épuisement provenait en grande partie du système des cantines collectives des communes populaires. Le mode de vie général ayant été lui-même collectivisé, aucun foyer ne possédait plus aucun instrument de cuisine et tout métal avait été fondu dans les bas-fourneaux de production d'un acier de très mauvaise qualité, inutilisable par l'industrie. Après avoir abattu le bétail, il ne restait plus que de maigres gruaux de patates douces mêlées d'épis de maïs moulus et de mauvaises herbes. Seuls les cadres conservaient un régime meilleur que les membres. La population en était réduite à cacher ses morts pour conserver les rations. On échangeait aussi les enfants pour les manger.

En mars 1961, Liu Shaoqi regretta publiquement que la réunion de Lushan n'ait pas rectifié les erreurs déjà dénoncées. À son retour dans son village natal du Hunan, il comprit le mécanisme qui s'était mis en place de façon si absurde, et il prit nettement position en

affirmant que les origines de la catastrophe étaient avant tout humaines et que les origines naturelles liées au mauvais temps n'étaient que secondaires. Mao comprit fort bien la leçon et se réserva pour sa vengeance, qui arriva quand il réapparut au premier plan, de 1964 à sa mort en 1976, à l'occasion de la Révolution culturelle. Cette dernière lui permit d'éliminer Liu Shaoqi, qui fut humilié et battu presque à mort par des gardes rouges sur l'ordre de Mao : « Feu sur le quartier général ! » Ce mot d'ordre, lancé à l'initiative de Lin Biao, était clairement destiné à combattre la bureaucratie étatique et à rétablir Mao aux commandes directes.

3 - Bilan général

Le prestige que le parti avait pu gagner entre 1949 et 1957 fut irrémédiablement perdu et le Grand Bond en avant compromit le crédit des idées communistes au sein de la population, surtout dans le monde paysan devenu hostile à toute idée de recollectivisation. Le fractionnement politique du parti s'accéléra, deux modèles s'opposant désormais : le premier inspiré de l'URSS et de la critique des échecs maoïstes, avec une prise en compte des réalités objectives, tout en soutenant un modèle autoritaire, le second resté ancré sur les utopies de Mao, avec son épouse Jiang Qing, Lin Biao qui avait remplacé Peng Dehuai à la tête de l'armée, et deux idéologues serviles face à Mao, Kang Sheng et Chen Boda, qui reprit un libre cours à partir de 1966. Cette période donna lieu à une nouvelle aventure tout aussi désastreuse, celle de la Révolution culturelle, avant l'élimination de la fameuse bande des Quatre avec le retour de Deng Xiaoping. Tout cela pour quels résultats ?

La politique économique utopiste de Mao fut largement relayée par les appareils provinciaux et locaux disciplinés, mais plus encore serviles et conduits à trafiquer les statistiques demandées pour ne pas déplaire au prince rouge. D'où un emballement certain de leur part. Mais cela conduisit à une dégradation durable des rapports entre le Parti et les masses, dès lors que le parti semblait être resté totalement indifférent face aux plaintes élevées contre les excès déjà subis par la paysannerie lors de la première collectivisation avant celle du Grand Bond. Aussi Mao fut-il laissé libre dans ses délires sans aucune critique de qui que ce soit, même celles d'un Zhou Enlai qui s'avéra ici d'une servilité parfaite, que l'on justifie aujourd'hui par une homosexualité latente qui aurait permis à Mao d'exercer une forme de chantage sur lui. L'idée que l'utilisation massive d'une main-d'œuvre obéissante pouvait accomplir des miracles comme le furent ceux de la légende maoïste, telle la Longue Marche, qui ne fut en rien un miracle mais plutôt une débandade, conduisit à un gaspillage par l'absence de toute vraie amélioration de la technique et de l'outillage, donc une mobilisation non calculée et totalement inefficace. Malgré la propagande, l'enthousiasme supposé des masses paysannes ne fut jamais à la hauteur des souhaits de Mao : ces dernières n'avaient jamais accepté d'être dépouillées de leurs matériels, de leur bétail au profit d'une unité plus vaste aux dirigeants lointains et souvent mal connus. Aussi, souvent prirent-elles les devants en coupant leurs arbres, en abattant leurs bêtes et en vendant leurs réserves de grains. Il semble que dans les premiers temps, on festoya beaucoup avant de connaître la famine, dès lors qu'il ne restait plus rien des réserves.

Conclusion

En gros, la catastrophe générale annoncée très tôt a été rendue possible par une manipulation politique doublée d'une terreur policière dans la société, en instituant aussi le mensonge comme schéma général de configuration de la réalité. En se reposant sur de prétendus experts locaux pour défier le centralisme bureaucratique, Mao fut amené à faire confiance à des gens qui n'avaient aucune idée de ce qui leur était demandé et qui furent ainsi conduits à truquer leurs documents statistiques en demandant toujours plus aux paysans. Tout cela rendit ainsi difficile un programme méthodique de direction centrale dirigée par des ministres et des spécialistes. Mao s'obstina malgré les avertissements que Peng Dehuai avait lancés, et ne voulut jamais entendre, tout comme il n'accepta pas non plus, ceux de Liu Shaoqi peu après, personnage avec lequel il réglerait définitivement ses comptes quelques années plus tard à l'occasion de la Révolution culturelle.

Tout cela pour un résultat qui est encore plus significatif que celui provoqué par la famine sous Staline, avec près de 50 millions de morts de faim, dont près de 18 à 23 millions dans les campagnes, ce qui fait de Mao, à côté de Staline et de Hitler, l'un des trois grands monstres et meurtriers de masse du XX^e siècle. Les statistiques officielles chinoises parlent de leur côté de seulement 16,5 millions de morts, sans pour autant mettre sur la table les archives qui leur ont permis d'obtenir ce résultat. Ces archives sont toujours interdites d'accès. Tout cela doit être aussi combiné à la baisse des naissances due au faible taux de natalité eu égard à l'effondrement des ressources alimentaires.

Bibliographie

- DOMENACH, Jean-Luc, *Aux origines du Grand Bond en avant. Le cas d'une province chinoise (1956-1958)*, Éditions EHESS/Presses de la FNSP, 1982.
LENINE, Valdimir Illitch, *Oeuvres choisies*, Éditions du Porgères, Moscou, 1971, vol. I.
GERNET, Jacques, *Le Monde chinois*, Armand Colin, Paris, 1999.
TSIEN, Tche-hao, *La République populaire de Chine, Droit constitutionnel et institutions*, LGDJ (coll. Les systèmes de droit contemporains, XXII), Paris, 1970.
YANG, Jisheng, *Stèles. La Grande famine en Chine, 1958-1961*, Seuil, Paris 2012.

Notice biographique

Outre une thèse de Doctorat d'État soutenue en 1985 sur un thème transversal concernant *La mise par écrit des normes juridiques et ses conséquences sur la formation de la pensée juridique*, qui abordait la question de la codification du droit dans les mondes belge et français, avec la rédaction officielle des coutumes, le monde musulman, avec la « codification » du droit musulman sous la forme éclatée des quatre écoles juridiques du monde sunnite, et enfin les codifications impériales chinoises depuis leur premières expressions jusqu'à la fin du XIX^e siècle, en tant qu'historien du droit tant en droit maritime

qu'en droit international et en droit romain, Dominique Gaurier a publié trois autres ouvrages (*Le droit maritime romain*, PUR, 2004, *Histoire du droit international de l'Anquité à la création de l'ONU*, PUR, 2014, *Digeste de Justinien*, trad. intégrale de D. Gaurier, 3 vol. La Mémoire du droit, Paris, 2017), dont chacun représente l'une de ces trois orientations de sa recherche universitaire, sans compter de nombreuses traductions du latin des œuvres principales portant sur le droit de la guerre dans la doctrine classique, sur les auteurs de droit maritime des XVI^e au XVIII^e siècle (20 ouvrages publiés à ce jour), ainsi que de nombreux articles sur des sujets divers (un total de 86 articles publiés jusqu'à ce jour).